

25-06-2006

HEBDOMADAIRE IN

CONTACT

PRESENTATION

ABONNEMENT

PUBLICITE

ARCHIVES

Inscrivez vous:

RECHERCHE

sur ce site

MAGAZINE

TUNISIE

MONDE

CHRONIQUES

ENTREPRISES

ECONOMIE

TOURISME

DOSSIERS

DEBAT

SOCIETE

COURRIER

CULTURE

Magazine

DOSSIERS

- > Les Beys de Tunis
- > La femme en Tunisie

SUPPLEMENTS

multimédia

> suite

femmes

- > Femmes à mi-temps. Par Senda Baccar
- > Les Tunisiennes se (dé)livrent sur le Net
- > SONIA MBAREK : «Je vis dans un stress motivant»
- > Divorce : LORSQUE LES FEMMES PERDENT TOUT !
- > Le mythe de Mustapha Chelbi

> suite

A la une

Après Bourguiba, l'UGTT et la lutte pour l'Indépendance Ahmed Ben Salah témoigne pour la première fois de l'expérience des coopératives et de la responsabilité des politiques



Avec Bourguiba en 1966

Dans cette troisième partie de ce long entretien avec M. Ahmed Ben Salah, l'homme fort des années 60 (voir pour les parties précédentes, Réalités n° 956 du 22 au 28/4/2004 et n° 966 du 1er au 7/7/2004), nous avons évoqué la cooptation par Bourguiba de Ben Salah au Bureau Politique (BP) du parti, la tentative de coup d'Etat de 1962 et surtout le "super ministre" qu'il fut durant presque une décennie jusqu'à sa disgrâce à l'automne 1969. Le "socialisme destourien" a-t-il été si désastreux ? Ahmed Ben Salah était-il seul responsable d'une politique assumée et appliquée avec ardeur par l'ensemble de la classe politique de l'époque et approuvée par son chef suprême, Habib Bourguiba ? Qu'en était-il des véritables enjeux de l'époque qui ont conduit à la crise de 1969 qui a abouti au limogeage, au procès et à l'emprisonnement d'Ahmed Ben Salah, et par ailleurs à d'importantes réformes tant sur le plan économique et social que sur le plan politique et administratif. En effet, le décret du 7 novembre 1969 permettra l'institution du poste de Premier ministre et l'avènement du premier gouvernement dirigé par un Premier ministre, à côté du Chef de l'Etat, et la Loi constitutionnelle du 31 décembre 1969 réglera, en cas de vacance à la magistrature suprême, la succession qui sera confiée au Premier ministre (article 51 de la Constitution du 1er juin 1959).

Le 17 novembre 1961, vous avez été coopté par Bourguiba au Bureau Politique du Néo-Destour, après votre échec aux élections du Comité Central du parti (pour lequel vous étiez classé à la 16ème place) au Congrès de Sousse de mars 1959. Quelle signification cette opération d'autorité de Bourguiba avait-elle revêtu pour vous-même et également pour Bourguiba ?

Le fait n'est pas isolé. Au Congrès de la Victoire de Sousse, j'étais à la Santé publique et aux Affaires sociales. J'avais vécu la scission syndicale et le départ forcé de l'UGTT comme j'avais vécu l'Assemblée Constituante ainsi que la proclamation de la République. Beaucoup de gens, y compris Bourguiba, m'ont suggéré de me présenter au Bureau politique (BP). On a

العربي

CC



Busin

> Vos cr

T
m

Rele

Selecti

131

191

Eui

Dol

Dat

Serviv

Ciné

Coo

Foir

Prog

Resi

Voy





ESPACE ABONNÉ

MEMBRE LOGIN

MOT DE PASSE

SERVICES

Abonnements
Archives
Contact
A propos

été irrité qu'à Sfax, je ne me sois pas porté candidat au BP car j'étais Secrétaire général de l'UGTT et je ne me suis jamais présenté. J'ai tenu bon. Au Congrès de Sousse, j'étais candidat. Et il y avait une campagne des extrêmes du parti contre ma candidature. Béhi Ladgham a fait son rapport sur les activités du parti et, arrivé au domaine de la Santé publique et des Affaires sociales, il a parlé des réalisations du ministère des PTT et du rôle des cellules destouriennes dans ce domaine. Pas un mot sur les réalisations du ministère de la Santé publique. Si bien que Bourguiba a écrit un petit papier qu'il a fait parvenir à l'orateur qui a tout de suite rendu compte du travail du "camarade Ben Salah". Aux élections, même si je ne suis pas passé, j'avais quand même obtenu le tiers des voix. Et l'un de mes détracteurs s'est écrié : " Avec tout ce qu'on a fait au parti, il a obtenu le tiers des voix ! ". Je ne suis donc pas passé au CC et donc je ne pouvais être au BP. Entre temps, il y a eu les Finances. On pouvait déjà présenter les Perspectives décennales au Parlement, au CC etc. Mais il y a eu une crise dans le parti avec la sanction à l'encontre de Mohamed Masmoudi, exclu du BP pour avoir écrit un article sur Nasser. Bourguiba m'a téléphoné me demandant de le rejoindre à la Kasbah où se tenait une réunion du BP. Il m'a alors proposé de me coopter tout en me disant que ce n'était pas normal qu'ayant d'importantes responsabilités au sein du gouvernement, je ne fasse pas partie du BP. J'ai répondu que le rêve de chaque militant, c'est de faire partie du BP, mais tout en regrettant que ma cooptation se soit faite à la suite de l'exclusion d'un de nos camarades. Bourguiba a grincé mais j'ai tenu à le souligner. Embrassades, sauf un seul*. Je ne suis pas le seul à avoir été coopté, mais il est vrai que j'étais plus à l'aise après le Congrès de 1964 où je fus élu.

Passons à une toute autre question, si vous permettez. Après les évènements de Bizerte de 1961, le 24 décembre 1962 eut lieu le complot dit " yousséfiste ", fomenté par des officiers et d'anciens chefs maquisards comme Lazhar Chraïti (qui débouchera, après le procès du début 1963, sur onze exécutions capitales). Plus tard, Brahim Tobbal (du " Parti révolutionnaire du peuple tunisien " en exil) auquel vous serez lié plus tard, lors de votre exil en Europe, réclamera la paternité du complot. Comment aviez-vous vécu cet événement qui, comme vous le savez, permettra à Bourguiba d'interdire le Parti Communiste Tunisien et sa Tribune du progrès , et ce qui restait des activités des archéo-destouriens, pour consacrer définitivement, dans le pays, le verrouillage politique et la consécration du parti unique ?

Il aurait fallu à mon avis accepter la rénovation du parti par l'adhésion de l'UGTT, les choses auraient pris un autre cours. Il y avait un groupe de jeunes qui portaient beaucoup d'espoir et qui pouvaient prendre la relève. Mais c'était décevant. Moi, je suis resté et me suis surtout occupé de la Commission d'Etudes Socialistes, je considère cela comme une brèche dans cette espèce d'unicité du parti. Cette commission se réunissait, pendant cinq ans, portes ouvertes, tous les mardis, à cinq heures. Il y avait du pour et du contre. Personne n'a jamais été inquiété pour ses opinions. En mon absence, Nouira, Bourguiba Junior, Sayah présidaient ces réunions. On a écrit que j'étais pour le parti unique. Il faut lire le texte. J'ai précisé que cela était valable pour une période transitoire difficile, avec la guerre d'Algérie, la décolonisation qui n'était pas acceptée, les changements en Libye... C'était une période qui devait se terminer en 1972. C'était planifié. J'étais partant. Peut-être qu'en 1972, j'aurais créé un mouvement politique. A l'époque, on devait d'abord être un pays solide sur le plan de l'organisation des institutions, des chantiers de développement dans tous les secteurs, avec la chance extraordinaire qu'on a négligé de souligner : c'est d'avoir été l'un des premiers pays à avoir associé d'une manière presque intime le développement culturel et le développement économique. Personne ne l'a analysé, y compris Chedly Klibi lui-même (alors ministre de la Culture) quand il a écrit, il n'y a pas longtemps, son livre. On a créé la STD, développé l'édition des livres, des disques et créé une renaissance du livre arabe, de la culture populaire avec Mohamed Marzougui, Ali Douaji..., de la culture également française. Pour moi, il y avait un lien organique entre le développement économique et le développement culturel. La culture, la civilisation sont une, à des degrés divers. Je considère qu'il y a la civilisation humaine, avec des variétés, des coloris.

A la Santé publique, où même vos adversaires reconnaissent que vous avez obtenu " de si bons résultats ", vous étudiez par vous-même, vous alliez vous rendre compte vous-même sur le terrain. Et on raconte même que, déguisé en vieille femme, vous faisiez la queue aux consultations. Cette manière de travailler vous aurait,

Le part peut-il du sud négatif mondial

Oui

Non

semble-t-il, rendu impopulaire, chez les médecins, par exemple.

Je ne crois pas que mes relations avec les médecins étaient mauvaises. Avec quelques-uns peut-être à cause de leurs méthodes douteuses. Au contraire, nous avons pu avec les médecins sillonner le pays si bien qu'on les a appelés " les commandos blancs ". J'avais constitué des petits groupes de médecins de toutes spécialités pour aller séjourner pendant des weekends — trois jours à Zarzis, à Tozeur ou à Kasserine — parce qu'il n'y avait pas de médecins ou qu'il fallait s'occuper du recyclage du seul médecin de ces régions. Nous avons organisé des campagnes contre le trachome, généralisé dans ces régions, contre la tuberculose ainsi que des semaines de la propreté, la lutte contre les mouches, sans oublier tous les projets mis en place pour fabriquer les médicaments, en dépit de l'incompréhension de certains pharmaciens à qui j'ai proposé de participer à 50% dans le capital de la Pharmacie Centrale, de manière à libérer de nombreux pharmaciens qui auraient pris en charge certains des laboratoires d'analyses, de contrôle et de fabrication pour faire naître notre industrie pharmaceutique. Ils avaient refusé mais cela a fini par se faire. Il y avait, il faut le rappeler, très peu de pharmacies à l'intérieur du pays, si bien que nous avons créé des agences pharmaceutiques qui dépendaient de la Pharmacie Centrale.

En ce qui concerne ma manière de travailler, il n'est pas vrai que je me suis déguisé en femme. J'ai mis des habits traditionnels, un burnous, et me suis comporté comme un simple citoyen pour voir comment les choses se passaient dans les hôpitaux. Il y avait parfois des surprises très désagréables. C'était horrible. Il arrivait que me voyant arriver, le standardiste prévenait, alors j'ai décidé de le prendre avec moi et je me suis rendu compte moi-même de beaucoup de choses. J'ai alors décidé de publier, dans tous les dispensaires du pays, la liste des gens qui devaient être sanctionnés pour que ça serve de leçon à tous les autres.

Avec les femmes de l'époque qui ont accepté de faire de l'assistance dans les hôpitaux, nous avons fait du beau travail. L'OMS nous avait cités en exemple parce que nous avons éradiqué le paludisme. L'hôpital de l'Ariana a couronné la campagne contre la tuberculose. Et là, je voudrais rendre hommage à feu le Dr Larbi Azzouz qui a dirigé la campagne antituberculeuse et antisiphilitique, notamment tout le long de la frontière algérienne. Nous avons reçu la visite du S.G. des Nations-Unies, Hammarskjold, et de son successeur U.Thant.

Nous avons également valorisé le statut du personnel de la Santé publique. On a décentralisé et, après consultation minutieuse des médecins et des citoyens qui avaient des responsabilités, on a instauré un demi-temps obligatoire : chaque médecin, là où il se trouvait, était tenu de faire trois heures obligatoires à l'hôpital ou au dispensaire. Et c'est après moi qu'on a institué le plein temps qui a fait fuir les médecins. Mais on n'a jamais dit qui avait fait cela. On a dit que c'est Ben Salah, comme pour la généralisation des coopératives. Ce n'était pas Bourguiba qui l'avait décidée mais c'était moi! Bien sûr, j'étais au gouvernement, je l'ai assumé. Mais personne d'autre dans le gouvernement n'a dit : " J'assume ". Et ils ont laissé faire des manipulations autour de Bourguiba pour sanctionner une personne. Je crois qu'ils devraient —parce qu'ils sont tous vivants— témoigner honnêtement.

Vous avez accepté, sans toutefois poser de conditions, le portefeuille de la Santé publique en août 1957 alors que, pour le secrétariat du Plan pour lequel vous serez nommé en novembre 1960, vous avez demandé à Bourguiba un délai d'un mois afin de lui présenter un mémorandum. Pourquoi avoir opté pour cette démarche? Cherchiez-vous, face à des réticences que vous avez pressenties chez certains, à obtenir d'une part une adhésion affirmée de Bourguiba et d'autre part, une adhésion d'autorité, grâce au chef Bourguiba, du Bureau Politique du Néo-Destour ? D'ailleurs, vous racontez à Marc Nerfin qu'" on sentait évidemment quelques réticences, de la part de certaines personnes", mais Bourguiba conclut très rapidement les débats et dit : "Bon, nous sommes d'accord, il faut engager l'opération". C'est ainsi que les objectifs contenus dans ce mémorandum ont été acceptés par le Bureau Politique et que j'ai été nommé secrétaire d'Etat au Plan en novembre 1960 ".

Je l'ai vécu ainsi. Mais on ne peut pas dire qu'il s'agit de conditions. J'ai déjà parlé de la réaction de Bourguiba vis-à-vis du programme économique de l'UGTT. Bourguiba a renié, en quelques mois de gouvernement,

l'unanimité du Congrès du Néo-Destour de 1955 qui avait accepté la motion de synthèse du Congrès de l'UGTT. Après quoi, il y a eu des changements dans la région et dans le monde. Quand il m'a proposé le Plan, je n'étais pas un économiste professionnel. J'ai vécu l'économie aussi bien à l'Université de Bruxelles que dans la pratique des situations économiques de quelques dizaines de pays à la CISL. On apprend l'économie vue non seulement du côté capitaliste et patronal mais également du côté des travailleurs. En Tunisie, il n'y avait pas de projet, de programme après l'indépendance. Il fallait décoloniser et construire autre chose. Nous avons essayé de faire cela et ça a été mal pris pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'économie. C'était tout simplement le parti qui était, on dirait, la propriété privée de certains. Il y avait le jeu du Pouvoir. Pour en revenir au Plan, c'était quoi le Plan ? Un bâtiment et vingt-et-une personnes. Absolument aucun pouvoir. J'ai dit à Bourguiba et à Nouira que je ne restais pas et que je n'étais pas spécialiste des études économiques, d'autant qu'on n'avait pas la possibilité d'intervenir dans le budget titre 2 (consacré aux équipements dans chaque ministère). Le ministère des Finances, c'était encore les Français coloniaux, avec un seul Tunisien, et ça ne marchait pas du tout. Je voulais partir du ministère du Plan mais j'ai été retenu par Nouira. Après, Bourguiba a décidé de nommer un sous-secrétaire au Plan en la personne d'Abdelmajid Chaker, directeur du parti. Le mémorandum, je l'ai fait seul et je l'ai remis à M. Jaïbi, ancien professeur de Lettres françaises à Sadiki et chef de service à la Santé publique, pour m'assurer que la forme du texte pouvait être plus calme. J'ai remis le texte à Bourguiba qui l'a apprécié. Au BP, la réaction du SG était vive, il avait protesté en disant qu'il ne voyait pas l'utilité de ce programme du fait qu'il existait les programmes des cellules destouriennes du parti. Je crois que Bourguiba n'avait pas apprécié sa réaction et a réaffirmé son accord avec le mémorandum. On n'a jamais parlé de cela mais certains de la cour politique avaient proposé l'appellation de "socialisme bourguibien" parce qu'ils adhéraient au principe du pouvoir personnel. J'avais alors rédigé le texte doctrinal que nous avons appelé "le socialisme destourien" pour ne pas personnaliser l'orientation. Ce document a reçu l'approbation de Bourguiba ainsi que celle du BP et a été adopté par le VIIème Congrès du parti de Bizerte. C'était socialiste dans les conditions tunisiennes, avec des références culturelles, et même, dans une certaine mesure, profondément traditionnelles ou religieuses. Il n'y avait pas de copiage mais une volonté d'authenticité. On retrouve cela dans tous les textes de l'UGTT. Il faut rappeler que la Centrale syndicale a affronté les syndicats communistes qui l'ont malmenée. Nous ne voulions pas d'adhésion aux positions de ces syndicats, qui dépendaient des partis communistes qui étaient coloniaux à l'époque. Pour revenir au Plan, Bourguiba, devant l'impossibilité de travailler, m'a proposé un sous-secrétaire d'Etat en la personne du directeur du parti, Abdelmajid Chaker. Evidemment, j'ai accepté mais les durs du parti comme les Ourak et Zarg-el-Aioun ont protesté en refusant que le directeur du parti travaille sous les ordres de Ben Salah. "Le sang de Ahmed Ben Salah va couler", aurait-on dit. Quelques jours après, alors que le texte était déjà signé, Bourguiba m'apprit qu'il y avait renoncé. De toutes façons, on était bloqué par les Finances. Nouira me dit que Bourguiba a décidé de me confier les Finances. Ce que n'avait pas digéré Béhi Ladgham. Je pense que les deux obstacles à l'instauration d'une ambiance de grande joie de libération et de construction étaient, à mon sens, la colonisation par la France et la notabilisation par le parti. Le parti était devenu un rempart à l'avancée.

Pour le ministère du Plan, vous vouliez qu'il soit "un ministère militant pour le développement" comme vous l'aviez préconisé dans le Rapport économique et social de l'UGTT et pour pallier, disiez-vous, à l'éclatement du pouvoir de décision, vous avez demandé à Bourguiba de vous donner la décision et la gestion sur le plan du budget et de l'équipement afin, disiez-vous, de ne pas être stoppé par le ministère des Finances. Il vous a alors confié les Finances et le Commerce en janvier 1961. Plus tard, en 1962, il a ajouté l'Industrie puis à la fin de 1964, l'Agriculture et enfin en 1968, l'Education Nationale. Etait-ce possible ou simplement envisageable qu'un seul homme puisse contrôler autant de départements à la fois et être comme l'a dit Edgar Faure "le ministre de tout"? Cela, franchement, ne préfigurait-il pas déjà d'une forme d'autoritarisme, au-delà du grand projet de décolonisation que vous vouliez réaliser ?

J'ai demandé moi-même la nomination de trois sous-secrétaires d'Etat membres du gouvernement. Je suis partisan de la discipline. Je pense que ça marchait très bien. Au Plan, on a tout de suite mis en marche les Perspectives décennales, le Plan triennal. On a commencé presque le

développement régional, parce que déjà, à l'UGTT, on avait proposé au Comité du Plan, du temps des Français, le document sur le Centre et le Sud. Des réunions se sont tenues à Tunis et dans tous les gouvernorats et délégations. De quel autoritarisme peut-on parler ? Lisez le texte de Charles Nicaud, universitaire américain qui a vécu trois mois en Tunisie et est l'auteur d'un ouvrage intitulé: " Leadership and development " sur la pédagogie de l'époque et vous changerez le mot " autoritarisme " par " pédagogie " ou par la formule de Léon Blum : " S'il y a dictature, c'est la dictature de la persuasion ". Je n'ai pas fait un acte répressif. On a mis un jour en prison un type de Gafsa parce qu'en pleine réunion, il m'a insulté. Quand je l'ai appris, j'ai exigé sa libération. On ne fait pas la prospérité à coups de bâton. C'est pour cela en réalité qu'il y a eu la fabrication de la marche des chômeurs à Msaken, financée par des intellectuels et de gros propriétaires et qui a failli coûter à Abdelmajid Razgallah de ne plus être au BP. C'était moi qui l'avais défendu auprès de Bourguiba qui ne voulait pas le recevoir. Si au moindre fait, on fait tomber des têtes, cela n'est pas sérieux. Depuis la création du ministère du Plan et de cette responsabilité, j'ai constaté qu'il y avait des handicaps. Il y en avait de toutes sortes: il y avait aussi bien des délégués que des gens du parti et des gouverneurs qui avaient reçu des terres parce qu'ils étaient soi-disant de bons combattants nationalistes, il y avait de l'autre côté Edgar Faure, Jean Sauvagnargues, des journalistes de France et de Navarre, il y avait des journaux coloniaux venimeux...

On m'a donc donné l'Economie, les Finances, c'est classique. Et puis l'Industrie, le Commerce. Et c'est moi qui ai demandé la nomination d'adjoints, membres du gouvernement. Il y avait trois sous-secrétaires d'Etat au Commerce, à l'Industrie, au Tourisme, aux Mines et à l'Energie. Mais j'ai dit non à l'Agriculture. Je n'ai pas accepté d'être ministre de l'Agriculture. Il faut dire que notre pays ne comptait pas encore six millions d'habitants. Les problèmes étaient certes les mêmes quelle que soit la densité du pays. Mais c'était possible de gérer tout cela. On a essayé de m'accabler de responsabilités, peut-être pour voir. Ils ont vu, jusqu'en 1964, que cela se passait bien. Je travaillais avec des cadres aux ministères. Certains ont été malheureusement utilisés contre ma personne en faisant, lors de mon procès, de faux témoignages, par peur parfois.

Pourquoi n'aviez-vous pas accepté le portefeuille de l'Agriculture ?

Parce que c'était trop. Et puis en tant que ministre du Plan et des Finances, j'avais une certaine possibilité d'agir sur le département de l'Agriculture. Ce qui m'intéressait, ce n'était pas la gestion mais la politique agricole. Or, cette dernière ne pouvait être en dehors du Plan. Donc, c'était suffisant. Et puis, c'était après le Congrès de Bizerte qui a avalisé toute la politique et où Bourguiba a dit que la nation tunisienne était fière de Ben Salah. Ce fut l'acceptation enthousiaste du socialisme destourien. Les trois années étaient couronnées de succès au niveau des institutions de la Tunisie de l'époque, sans contestation vraiment avec une quelconque vigueur. La dominante du congrès de 1964 était l'orientation socialiste. Tout le monde était là. Bourguiba m'a appelé en présence de Taïeb Mhiri et de Habib Bourguiba Junior, deux amis, qui ont fait pression sur moi pour que j'accepte le portefeuille de l'Agriculture, avec un sous-secrétaire d'Etat en la personne de Mohamed Jeddi. J'ai dit non et, sous la pression de Bourguiba, j'ai trouvé des correctifs en créant un cabinet unique avec les sous-secrétaires d'Etat du Commerce et de l'Industrie et celui aux Finances et au Plan. C'était une coordination qu'on a également maintenue avec le nouveau sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture : un seul cabinet avec Abderrazak Rassaâ (Finances et Plan), Béchir Néji (Commerce et Industrie) et Mohamed Jeddi (Agriculture) et plus tard Mansour Moalla qui a remplacé Béchir Néji. J'ai accepté l'Agriculture malgré moi. Ce n'était pas nécessaire. La politique était tracée dans le Plan et ensuite suivie par le CC du parti, le Parlement, les organisations nationales... Il faut voir la presse de l'époque. On a considéré que Bourguiba tenait bon à la personne et à la politique. Comment faire de sorte que Bourguiba se retrouve à la fois contre les deux ? Je crois qu'on l'a attaqué sur le plan de la Santé, selon les médecins étrangers qui l'ont suivi. Et puis, il y a la pression des gens qui sont dans les affaires, le réseau encore anti-décolonisation à l'ambassade de France. L'affaire des pigeonniers avant le Plan. Et le rapport de Sauvagnargues en fin de parcours, en 1969. Il est vrai que la nationalisation des terres en 1964, même si elle était prévue par le Plan, n'était pas à ce moment-là dans l'intérêt de ce que nous faisons du point de vue timing parce que nous étions en pleine négociation à propos du " rachat " des terres coloniales. Mongi Slim et moi-même menions discrètement, avec la France, ces négociations qui concernaient 150.000 hectares. Il y en avait déjà trop parce que malheureusement on donnait déjà ces terres-là aux notabilités

du parti. Mais prendre d'un seul coup 600.000 hectares, la Tunisie de 1964 n'avait pas les moyens de digérer cela pour faire de l'agriculture moderne, pour régler les problèmes de propriété. Tout le monde a dit que cette nationalisation brutale, c'est du Ben Salah, si bien que Valéry Giscard D'Estaing a tout de suite interrompu les relations financières et économiques en pensant que c'était moi qui étais à l'origine de cette décision alors que j'étais son invité au mois de février. Ce n'était pas vrai. Quand il y a eu la nationalisation, il y avait un Conseil de la République à Carthage qui regroupait le BP, les leaders des organisations nationales, quelques responsables du Parlement et du gouvernement, c'était une sorte d'assemblée intermédiaire entre le gouvernement, le BP et le Parlement, une institution non officielle. Une séance grotesque : le SG du parti qui chantait les louanges de Bourguiba. Il était clair que nous étions en dehors de l'opération et que le Plan n'a rien fait dans ce dossier. Je suis sûr que les responsables de l'époque n'ont jamais lu le Plan tout entier et ne prenaient connaissance que de la partie Budget titre II qui les concernait. A la fin de l'introduction du Plan triennal, il est écrit que les terres de la colonisation devaient retourner au patrimoine national. Celui qui faisait office de Premier ministre ne savait pas que cette phrase existait, à la grande colère de Bourguiba. Il y avait une grande faiblesse dans la responsabilité.

Pourquoi Bourguiba a-t-il décidé la nationalisation des terres sans informer au préalable son gouvernement et les parties concernées?

Je n'étais pas ministre de l'Agriculture, c'était à l'époque Abdelmajid Chaker. Je ne sais pas qui l'a conseillé. Je l'ai appris par les informations, par la radio. Bourguiba n'en a pas été informé et le Conseil de la République s'est tenu après la signature de la loi. C'était après Bizerte. Des accidents de parcours. Le réseau français anti-décolonisation était bourré de Tunisiens de haute gamme ; affaire des pigeonniers de l'ambassade de France qui fut un scandale à la fin des années 1950...Plus tard, en 1968-69, j'ai lu le rapport de Sauvagnargues, il est horrible. Bourguiba m'envoyait sous pli personnel, depuis Carthage jusqu'à mon bureau, des rapports de correspondance de certains services diplomatiques faisant des commentaires et qui étaient probablement saisis par les services secrets tunisiens. J'en ai encore quelques exemplaires. Certains contenaient des ragots vulgaires sur ma personne à l'ambassade de Sauvagnargues. Giscard D'Estaing a fini par comprendre beaucoup plus tard que je n'avais rien à voir dans l'opération de la nationalisation des terres et qu'elle avait été décidée par Bourguiba, à qui d'ailleurs il a écrit une longue lettre à ce propos en 1980.

Ce qui est grotesque, par ailleurs, c'est que des intellectuels, des ingénieurs viennent mentionner à la société, grâce aux médias français, qu'il s'agit de collectivisation sans savoir ce que c'est. La collectivisation, c'est d'abord le public. Or, la Tunisie, dès la première expérience de 15 unités de production, a produit une loi issue du parti et du Parlement disant qu'après cinq ans de gestion saine de l'unité, les terres de l'Etat qui ont servi de noyau à cette unité de multipropriété privée seraient cédées aux coopérateurs: ceux qui avaient le moins devaient recevoir le plus et ceux qui avaient le plus comme propriété personnelle avaient le moins. Nous sommes arrivés à l'indépendance avec trois millions ou plus de terres collectives, tribales, de l'époque, et cela arrangeait beaucoup les Français parce que c'est là où ils bouffaient des terres de colonisation, avec beaucoup de textes plus ou moins stupides d'ailleurs. Ils ne pensaient pas à la contradiction que les 300 unités de production faites à base de noyaux domaniaux sur ces 750.000 hectares récupérés ont été financées par la Banque Mondiale. Peut-on, dans ce cas, parler de collectivisation forcée ? Les coopératives étaient faites pour refaçonner l'agriculture tunisienne qui était incapable d'avoir des pommes, des tomates, des fruits dans le Nord-Ouest de la Tunisie. C'est nous qui avons planté des agrumes, des légumes et mis en place les industries qui en découlent, qui avons planté six millions d'oliviers qui ont sauvé la Tunisie des crises du Sahel et de Sfax. Et on parle de collectivisation ? Il y a eu des réserves de la Banque Mondiale sur certains points. Il y a eu des rapports secrets. Mieux que cela : personne n'a dit en Tunisie que la Banque Mondiale, depuis sa création, n'a jamais investi un dollar dans l'agriculture ou dans l'éducation jusqu'en 1960. J'avais eu l'idée de proposer à l'institution de sortir de cette attitude et de financer les unités de production après avoir expliqué les objectifs qui ont convaincu la Banque mondiale et Robert Mac Namara, qui est toujours vivant et qui était dans l'équipe de Kennedy et ex-chef du Pentagone. Ils ont dit non, alors j'ai proposé une commission composée de la FAO, la Banque Mondiale et la Tunisie. Et c'est sur la base de ce rapport, début

1960, qu'ils ont accepté, si bien que nous avons eu 18 millions de dollars pour les 300 unités de production dans le Nord. Est-ce la Banque Mondiale qui a financé la collectivisation ?

Après la rupture avec les Français et d'ailleurs dès 1957, les Américains avaient pris la relève en matière d'aide, voulant faire de la Tunisie un pays modèle pour les nations nouvellement indépendantes.

La Tunisie a bénéficié d'aide. Durant les années 60, il y avait une espèce d'institution non officielle de réunion, tous les mois de septembre de chaque année, de quatorze pays soutenant l'effort de développement de la Tunisie et dont faisaient partie la France, les USA, l'Allemagne, la Suède, le Canada, l'Angleterre, la Hollande... et qui était présidée par le ministre du Plan tunisien et le secrétariat assuré par la Banque Mondiale. C'était une diversité d'interventions. Et je faisais le bilan et le compte-rendu de l'année écoulée ainsi que la projection de l'année suivante pour permettre aux pays concernés d'évaluer leur participation. C'était pour le Plan. On les bourrait de renseignements. Les Français étaient les moins chaleureux à l'époque parce qu'il y avait des contentieux : les logements... A un délégué français qui me disait que le secteur public ne marchait pas, je disais qu'en Tunisie, nous n'avions pas encore beaucoup d'expérience. J'ai demandé une commission Banque mondiale-Tunisie pour évaluer 25 entreprises. Pour 23 d'entre elles, il n'y eut pas de critiques, mais ce ne fut pas le cas pour l'Office de la Pêche et celui de l'Artisanat pour lesquels on a dit "trop d'Etat". On a fléchi et la Banque Mondiale a compris que nous étions dans le système des trois secteurs et a accepté d'assainir certaines entreprises et nous avons respecté ce principe. En fait, c'était notre doctrine, que nous avions élaborée durant trois ou quatre jours de séminaire regroupant des centaines de Tunisiens : celle des trois secteurs que nous avons consignée dans un gros livre qui rassemble tous les documents, immédiatement après le Congrès de Bizerte. Il y avait trop d'Etat, a-t-on dit. Parce qu'au départ, il n'y avait que l'Etat. Je défie quiconque pourrait me dire qu'à part quelques entreprises de travaux publics ou une multitude de petits commerçants qui faisaient de l'exode rural plus que du commerce, il y avait un secteur privé ! Pour lancer le tourisme, il n'y avait pas de moyens de le faire avec le privé. Même au gouvernement, on n'en voulait pas. Une réunion s'est tenue sous l'arbitrage de Bourguiba face à un différend conceptuel et conjoncturel entre la Banque Centrale et le ministère des Finances. J'ai voulu lancer l'industrie touristique et les choses étaient freinées par la Banque Centrale. Bourguiba a alors réuni tout le monde. Hédi Nouria a exposé son point de vue. J'étais d'accord avec son analyse. Mais seulement quoi faire du chômage, de la pauvreté en Tunisie ? On n'a pas de richesses, mais on a du soleil et de belles plages. Bourguiba a fini par donner son accord. Et c'est ainsi qu'on a démarré le chantier de l'industrie touristique, de l'ISTT, de la construction des hôtels... et entrepris une large intégration du tourisme tunisien dans la production tunisienne. On est arrivé à 3.000 lits. J'allais, par prévention, passer le week-end avec ma famille en payant par forfait, pour tester cela avec Tahar Fourati, et pour voir comment ça fonctionnait. Et un beau jour, afin d'encourager les investissements hôteliers, j'ai supprimé toutes espèces de taxes et d'impôts pendant cinq ans.

Revenons à la question de l'aide américaine.

Les relations avec la France ne pouvaient pas ne pas être chaotiques. Mais chaque fois il y avait des reprises. Après la crise avec Giscard D'Estaing, j'ai été très amicalement reçu par Michel Debré quand il est passé aux Finances et après, aux Affaires étrangères. J'ai proposé le dernier plan du Ministère et j'ai obtenu le soutien français. Les Américains sont arrivés dès l'indépendance mais autrement, avec leur philosophie spéciale américaine : " Achetez américain ", assistance en nature dans les chantiers. Il y avait peu d'investissements américains. Il ne faut pas oublier que nous, les Tunisiens, nous avons joué un rôle novateur dans le développement de la coopération internationale tant au niveau de l'ONU et de ses institutions qu'au niveau des Suédois, des Canadiens, des Autrichiens, des Allemands, qui n'exigeaient pas de présence industrielle ou économique.

En 1957, il y a une interruption de l'aide française si bien que la relève sera assurée par les Etats-Unis, avec une aide chiffrée à 239,2 millions de dollars entre 1956 et 1961, ce qui, selon nos économistes (1), représentait 47% de l'investissement brut total de la quinquennie. On a alors relevé une dépendance marquée vis-à-vis du capital américain. D'ailleurs, Bourguiba dira, en 1961 : " Au moment où nous abordons notre tâche de planification, le

président des USA soutient la nécessité d'établir un plan d'aide étalé sur une décennie jusqu'en 1970, et marque son intention de fournir une aide constante ". Bourguiba cherchait-il à obtenir un parapluie américain à votre Plan ?

Non, ce sont des réflexions françaises. Ça n'a rien à voir. Les élections américaines ont amené au pouvoir John Kennedy, un démocrate. Il se trouvait qu'un de ses meilleurs amis était Walter Reuther, de la CIO, qui l'a soutenu lors des élections de 1960. L'équipe Kennedy comprenait des gens qui me connaissaient et avec qui j'ai travaillé à la CISL. Pendant que je répondais à la candidature de l'UGTA à la CISL, Kennedy a écrit un livre favorable à la Révolution algérienne. Les liens étaient différents. J'ai reçu une invitation aux Etats-Unis en 1961, en tant que ministre du Plan et on voulait nous assurer de réussir la transition dans le cadre du Plan triennal. Il y avait ici des gens sceptiques qui ne pouvaient pas imaginer que, pendant la transition, les choses pouvaient se passer sans la France. Une réunion s'est tenue, j'ai exposé tout et des discussions ont eu lieu. Les Américains, avec les ministères de l'Economie, des Finances, des Affaires étrangères, ont alors publié un document sur ma visite et s'étaient engagés sur une aide continue à la Tunisie, s'élevant à 180 millions de dollars pour les trois ans. Il s'est créé une autre ambiance : la plupart de la classe politique tunisienne était à sens unique du point de vue coopération extérieure. Si nous avions accepté une telle aide, c'est que nous allions faire autant de travaux que la valeur de cette aide.

En dépit des efforts de décolonisation entrepris, entre 1956 et 1961, par l'Etat tunisien, on constate la persistance, en 1961, donc l'année du lancement du Plan, de la prédominance des intérêts économiques français dans des secteurs vitaux de l'économie, avec une dépendance commerciale aussi importante que par le passé. A titre d'exemples :

- dans le secteur minier, l'Etat tunisien ne contrôlait que le 1/3 de la production, essentiellement dans le sous-secteur phosphatier. Les Français détenaient tous les gisements de fer, de plomb, de zinc et de sel marin, correspondant à près de 53% de la valeur de la production minière pour les années 1955/1963 ;

- dans le secteur agricole, la bourgeoisie agraire française détenait, en 1961, près de 400.000 hectares parmi les terres les plus riches du pays (sur une surface cultivable de 5 millions d'hectares) (2).

Comment peut-on engager les " Perspectives " dans ces conditions ? Et qu'avez-vous prévu pour cela?

Le total était de 750.000 hectares, pas seulement français. Le problème, c'était que les mines étaient entre les mains de compagnies françaises luttant contre les Tunisiens. Des mines de phosphate en pleine décadence pour lesquelles il fallait de grands investissements, sans compter que les phosphates qui arrivaient étaient déjà très pauvres et qu'à la même période a correspondu la montée des phosphates marocains et jordaniens. Ce fut une situation angoissante du point de vue urgence d'investissement pour la survie des mines. Jusqu'à cette époque, le mot "décolonisation " n'existait pas dans l'usage économique de l'époque. Il se trouve que le Plan était fondé sur cinq piliers dont le premier était "décoloniser", c'est-à-dire reprendre nos biens. J'ai engagé des négociations avec la Banque Mondiale. Il y avait la possibilité de construire La Goulette II. Il fallait décoloniser aussi parce qu'il y avait sept compagnies électriques françaises privées alors que l'électricité n'existait pas à 30 km de Tunis. Je les ai nationalisées, et c'est ainsi que la STEG actuelle est née. Et quand j'ai nationalisé, il y avait des pourparlers avec la Banque Mondiale. J'ai alors reçu une demande d'audience de la part du chef de la délégation américaine de cette institution qui m'a appris, en entrant à mon bureau, qu'il venait d'être rappelé à Washington. " Vous venez, m'a-t-il dit, de nationaliser des compagnies françaises " ; j'ai alors répondu : " Ce n'est pas de la nationalisation, c'est de la décolonisation ". Il n'y avait pas que les Etats-Unis qui étaient là pour soutenir une politique de décolonisation, avec leur orientation libéralo-capitaliste très dure, mais également les pays occidentaux avec l'ambiance de la guerre froide. Peu de temps après cet abandon de discussion avec la Banque Mondiale, je suis allé au Koweït et ai signé avec le Fonds koweïtien de développement arabe un accord financier qui nous a permis de construire La Goulette II. Le démarrage de la décolonisation s'est fait au départ avec les Koweïtiens.

Pour réussir votre projet, il vous fallait, écrivez-vous dans votre

texte " Significations et perspectives de la décolonisation " (publié dans la revue Esprit , mars 1957), " la clairvoyance de Bourguiba et des masses ", " une politique économique et dynamique " et " un mouvement uni des travailleurs ". Avec du recul, aujourd'hui, pensez-vous qu'à la veille du lancement des " Perspectives décennales ", ces conditions étaient réunies pour que se réalise ce que vous appeliez vous-même, à propos de ces " Perspectives ", " une bousculade de la baraque " ?

Je pense qu'il fallait parier sur cela pour empêcher le pourrissement de la baraque qui fait le développement d'une caste de plus en plus cruelle. Il y avait les attitudes burlesques de l'opposition tunisienne à l'étranger, celle des Français. Parce que dans le développement, il y a ce qu'on appelle les préalables. Pour nous, c'étaient les problèmes de la Santé publique, de lutte contre les maladies, de la formation professionnelle, de l'éducation... Il y avait quelques ingénieurs, très peu de travailleurs de base formés, il y avait le problème de l'infrastructure, de l'enseignement, de l'analphabétisme.... Tout était préparé pour un développement qui ne vienne pas de l'extérieur. La baraque tunisienne était à bousculer, cela signifiait qu'il fallait renouveler tout du point de vue fondation, activités, développement qui puissent constituer une renaissance de la nation, d'une baraque solide, moderne.

Dans cette expression de " bousculade de la baraque ", n'y aurait-il pas l'idée d' une précipitation?

Ce sont des termes qui ont été utilisés trop tard, des actions fabriquées par une partie des dirigeants des pays qui ont été mal à l'aise devant la libération de la Tunisie. En 1961, les économistes ont constaté qu'il n'y avait pas grand-chose à retourner de la Tunisie. De grandes œuvres de colonisation étaient là dans les mines, le commerce, l'agriculture, l'échange. Depuis l'indépendance, il fallait changer de cap et donc bousculer la baraque parce que l'indépendance a été conçue comme étant une espèce d'hébétéude. Il y avait une chose patente : le pouvoir. Il n'y avait pas de politique globale qui liait tout le monde et essayait de relever l'ensemble de la vie économique, politique et culturelle du pays. Il a fallu attendre 1965 pour voir Bourguiba, annoncer, avec fierté, au Parlement, que nous avons réussi à réduire les 75% d'échange avec la France à 35%. Et je me souviens de la réaction de l'ambassadeur de l'Inde de l'époque qui a dit : " On ne vous pardonnera jamais cela, M. Ben Salah ".

L'indépendance, c'était la liberté de diversifier ces rapports économiques et culturels qui devaient être égaux avec tous les pays. Il n'y avait pas de précipitation. Nous étions liés par des préalables, des apports financiers... Nous étions un peu handicapés. Ceux qui ont fabriqué la précipitation, c'étaient les directeurs de la Sûreté, les gardiens du temple destourien ancien, tel qu'il était avec ses idoles.

Dans ce que d'aucuns appellent " le tournant planificateur ", il y a une redéfinition du rôle de l'Etat. Par exemple, pour l'engagement d'importantes réformes de structures, vous vous êtes appuyé sur un Etat autoritaire.

Mais qui pouvait faire quelque chose en Tunisie, à part l'Etat ? En quoi consistait le secteur privé à l'époque en Tunisie ? Des nuées de petits négociants dans des boutiques, fruits de l'exode rural. Il y avait trois noms : Ben Yedder, Kriâa et M'henni, des entrepreneurs de travaux publics très liés aux sociétés françaises. Il n'y avait pas de secteur privé productif, à part les petits artisans et les mécaniciens. C'était extrêmement difficile. Il a fallu attendre trois ans pour lancer le tourisme. Les privés ne voulaient pas construire et c'est pour cela que nous avons eu recours à une société d'Etat. Il y avait de l'autoritarisme. C'est vrai. Toutefois, nous avons pris toutes les précautions pour éviter des dérives. Nous n'étions pas socialistes comme les Français ou les Anglais. C'était un socialisme des grands principes généraux admis partout comme la justice sociale, l'égalité, les progrès constants de l'humanité... Nous avons cherché un système d'équilibre sur la base du principe du centre, loin des extrêmes (Al omma el islamia wasat).

Il y a eu des événements détonateurs tels que ceux de Msaken ou ceux de Ouardanine du 27 janvier 1969, au lendemain du Congrès constitutif de l'Union Nationale de la Coopérative (U.N.C.), alors que Bourguiba a gagné la Suisse pour prendre du repos, où des fellahs se sont opposés à la mise en coopérative de leurs terres et donc contre l'application autoritaire du système coopératif et où les

forces de l'ordre ont fait usage de leurs armes contre les habitants de ce village. Dans ses discours, Bourguiba a évoqué des cas de fellahs qui se sont pendus etc.

C'était une affaire familiale qui n'avait rien à voir avec le mouvement coopératif. Il y a eu une espèce de dynamique accélérée qui voulait créer des coopératives partout. Personnellement, j'ai constaté que certains dirigeants se mettaient en compétition pour créer des unités coopératives dans leurs régions. A Ouardanine, Abdallah Farhat voulait créer une coopérative pour régler un problème d'héritage. On a commencé à faire n'importe quoi en dehors du ministère du Plan. J'étais à Berlin quand l'affaire a éclaté à Ouardanine. Omar Chéchia a refusé de donner l'ordre de tirer, ce que lui demandait Abdallah Farhat. Il faut voir dans la presse de l'époque : c'étaient les responsables qui écrivaient et faisaient les coopératives. A la Présidence et au ministère, on recevait des télégrammes dans lesquels on nous informait de la création de 50 unités de production. J'ai refusé d'inaugurer une coopérative parce que c'était en dehors du Plan. J'étais contre. L'unité de production est une excellente formule à condition qu'on l'introduise progressivement. Pour nous, l'unité de production, c'était essentiellement pour résoudre le problème du morcellement des terres et surtout pour diversifier l'activité des petits paysans qui louaient leurs bras sans pouvoir diversifier l'agriculture. Après Ouardanine, lors de la réunion du CC, j'avais proposé le projet du Plan 1969-1972, avec une grande prudence : la progressivité dans l'introduction du système. Bourguiba nous a retenus pour donner ses commentaires sur ce que j'avais développé en disant : " Je ne suis pas d'accord. Il faut que la réforme agraire soit terminée cette année ". C'était difficile de réaliser cela. Mais j'avais pensé que l'autorité de l'Etat s'exprimait constitutionnellement. C'était du ressort du Président et le CC a marché avec sa décision.

A propos de la conception du socialisme : dans les discours de Bourguiba de cette époque, il y avait une recherche d'une synthèse entre les valeurs islamiques et l'humanisme contemporain. Ce qui fera dire à Bourguiba : " Retournons aux sources de l'Islam, nous devons imiter les compagnons du Prophète pour leur abnégation, leur amour du prochain... Le salarié est un frère de l'employeur. C'est cela le socialisme authentique ".

Partagez-vous cette conception du socialisme occultant les contradictions sociales ?

Bourguiba n'avait pas de formation économique. Ses discours étaient souvent nuancés. Il cherchait une conception tunisienne. On a tenté de mettre dans son langage " socialisme bourguibien ". C'était grotesque. J'ai trouvé alors la formule de " socialisme destourien ". Après tout c'était constitutionnel. Il y avait autour de Bourguiba des âmes charitables qui voulaient arrêter cette politique parce qu'elle était de plus en plus progressivement égalitaire. Je disais que je n'étais pas contre le capital mais contre le capitalisme et contre la lutte de classes tout en prétendant vouloir être contre la fatalité de la lutte des classes, parce qu'on peut l'éviter. Et j'avais toujours présente l'image du système scandinave, et surtout suédois qui, face à l'Union Soviétique communiste, a mis en place un système de vie économique et sociale qui a pu tenir dans le monde du point de vue de l'égalité. Bourguiba, en dépit de son autoritarisme quand il s'agit de sa personne, a toujours été sincère pour chercher le meilleur chemin.

Vous avez dit dans vos entretiens avec Marc Nerfin que vous avez regretté de n'avoir pas utilisé le marxisme.

Je l'ai dit dans la soutenance de ma thèse à Paris. Je ne suis pas marxiste. Mais j'ai regretté de ne pas l'être suffisamment parce que probablement ça m'aurait aidé dans certaines analyses. Je ne suis partisan d'aucune philosophie. Le marxisme s'inscrit dans une réalité bien définie, industrielle d'exploitation. Nous étions bien loin de cela. Marx n'a-t-il pas déclaré lui-même un jour : " Je ne suis pas marxiste " ?

On vous reproche de ne jamais vouloir faire votre autocritique.

Quelle autocritique ? Si les responsables avaient reconnu que je pouvais quitter le pouvoir, effectivement je n'aurais pas dit non. Quand on m'a proposé le poste d'ambassadeur en Espagne et qu'ils ont eu l'agrément de Madrid, j'ai dit oui en 1969. J'aurais pu faire mon autocritique. Je peux la faire : elle se résume en peu de choses : mon erreur est d'avoir compté sur Bourguiba. J'ai vu le comportement de certains, de cette espèce de

déification, de courtoisie, de soumission... Moi, je n'ai pas eu peur de Bourguiba, je lui ai toujours fait confiance jusqu'au mois de janvier 1972 où j'ai écouté son discours devant le Conseil de magistrature, et en dépit de cela je me sens incapable de le dénigrer. Chaque pays a besoin d'un grand symbole. Et puis, ils m'ont condamné médiocrement.

Pourquoi voulez-vous que je fasse mon autocritique après cela ? J'accepterai les critiques, pas celles des malfaiteurs. Moi, je demande à la Tunisie officielle de faire son autocritique. Et tant que les responsables politiques n'ont pas fait cette espèce de bain nécessaire, jamais ils ne se débarrasseront de cette tache noire, individuellement et collectivement.

Si l'on peut anticiper, après cela, comment expliquez-vous les causes de votre disgrâce ?

Je n'ai jamais rien accompli en dehors de l'accord de tous et de Bourguiba. J'ai résisté à beaucoup d'excès, y compris à celui de la généralisation des coopératives. Et pourtant, à la Haute Cour, j'ai assumé et j'ai dit c'était moi parce que j'avais reçu, par l'intermédiaire du Dr Ben Naceur, un message envoyé par Hassen Belkhouja me signifiant que si je voulais sauver ma tête, il ne faudrait pas que je parle de Bourguiba. D'ailleurs, à l'époque je n'avais jamais pensé que Bourguiba pouvait être dans le coup jusqu'au jour où j'ai entendu moi-même, en prison, un de ses discours de janvier 1972 où il avait malmené les magistrats, leur adressant une tirade invraisemblable de contre-vérités sur la situation du pays parce qu'ils n'avaient pas tenu compte de la principale inculpation contre ma personne: la volonté de renverser le pouvoir par les coopératives. Et il a dit en ces termes : " La corde est plus précieuse que sa tête : laala al mechnaka athmen men ounoukouhou ". C'est à ce moment-là que j'ai décidé de partir de la prison en commençant à organiser l'évasion avec mon frère et deux gardiens. C'était pour moi un coup très dur parce que j'avais pensé que Bourguiba était au-dessus de tout cela. On m'a demandé de lui écrire une lettre de platitudes mais j'ai refusé. Je lui ai écrit quelques lignes tout en lui disant que s'il a constaté quelque chose, il l'a redressé et c'est réglé. Il a mal réagi à cela en pensant que je l'avais rendu responsable de tout. En fait, la machination a commencé vers l'année 1968-69. J'ai assisté au spectacle à Kairouan : un mètre d'eau. Les aliments avaient disparu dans les inondations. Un groupe de gens était allé très loin dans les dégâts préparatoires. On a fait Ouardanine alors que j'étais en Allemagne. Il y avait deux procès contre moi : la haute trahison contre le Président de la république et le crime de Ouardanine. Bourguiba a nommé, pour quelques temps, son fils ministre de la Justice pour pouvoir prendre la mesure de supprimer l'accusation de crime de Ouardanine. C'est grotesque : c'est moi que Bourguiba avait envoyé à Ouardanine pour réconcilier tout le monde et j'ai été reçu avec Hassen Ben Abdelaziz comme médiateur très sympathique avec la population. C'est moi qui ai calmé le jeu à Ouardanine. Quand je suis parti de l'Economie, il y avait quatre textes dans la presse : de Ahmed Mestiri, de Habib Achour, de Neïla Ben Ammar et de Jean-Jacques Schreiber qui se félicitaient de mon départ et chantaient les louanges de Bourguiba...

Ainsi prend fin la troisième partie de cet entretien. La dernière partie sera consacrée à la réforme agraire, à la crise de 1969, aux présidentielles et législatives du 2 novembre 1969, au procès d'Ahmed Ben Salah de mai 1970 et à son évasion de prison le 4 février 1973.

Notes

* *Ahmed Tlili.*

(1) et (2) In " Transformations économiques et changements sociaux en Tunisie ", Azzam Mahjoub et Mahmoud Ben Romdhane. Université des Nations Unies (UNU), Forum Tiers-monde, Le Caire.

Entretien conduit par Noura Borsali

Noura Borsali

25-11-2004

redaction@realites.com.tn

 Imprimer  Envoyer  Commenter

NOTER CET ARTICLE
★☆☆ ★★☆☆ ★★★☆☆

